

SHORT NEWS

120 Millions für Klimaschutz

(rg) - Bereits auf ihrer Sitzung am 24. Juni hatte sich die Regierung darauf festgelegt, bis 2020 für die Finanzierung von internationalen Maßnahmen, die dem Klimaschutz oder der Anpassung an den Klimawandel dienen, 120 Millionen Euro bereitzustellen. Dieses Versprechen ist jetzt von Premier Xavier Bettel vor dem Plenum der Vereinten Nationen noch einmal bekräftigt worden. Wichtig ist die Präzisierung, dass diese Gelder, die vor allem Ländern in der Dritten Welt zugute kommen sollen, zusätzlich zur Entwicklungshilfe aufgebracht werden. „Votum Klima“ hatte sich einmal die Mühe gemacht, die historisch angehäuften „Klimaschuld“ Luxemburgs zu errechnen, und war dabei auf die Summe von etwa 200 Millionen Euro gekommen. Auch wenn dieser Wert jetzt nicht ganz erreicht wird, darf das Zugeständnis der blau-rot-grünen Regierung als Erfolg der Zivilgesellschaft gewertet werden, denn gerade im Vorfeld des Pariser Klimagipfels, bei dem ja die Luxemburger EU-Präsidentschaft keine unwesentliche Rolle spielt, könnte sie Symbolwirkung entfalten. Doch auch wenn Luxemburg jetzt die Latte pro Kopf der Bevölkerung recht hoch legt, bleibt die Frage nach der qualitativen Ausrichtung dieser Zuwendungen. Bislang wurden die Gelder aus dem Luxemburger Kyotofonds, der über eine Spritabgabe finanziert wird, unter Federführung des Finanzministeriums vor allem an internationale Fonds vergeben, deren Aktivitäten starker Kritik ausgesetzt sind.

La Cour de justice européenne défend la dette

(lc) - « Il ne peut y avoir de recours démocratique contre les traités européens. » Le bon mot du président de la Commission européenne à propos des efforts du peuple grec pour faire plier ses créanciers en élisant le parti Syriza se sont revérifiés ce mercredi par un arrêt du Tribunal de l'Union européenne. Dans l'affaire « Alexios Anagnostakis / Commission européenne », il a tranché en faveur de Bruxelles. En juillet 2012, le citoyen grec propose une initiative citoyenne européenne intitulée « Un million de signatures pour une Europe plus solidaire » - l'idée est d'introduire dans la législation européenne le « principe de l'état de nécessité, selon lequel, lorsque l'existence financière et politique d'un État est menacée du fait du remboursement d'une dette odieuse, le refus de paiement de cette dette est nécessaire et justifié ». La Commission a refusé d'enregistrer l'initiative citoyenne, puisque celle-ci ne relèverait pas de ses attributions. Une attitude donc confirmée par la plus haute instance judiciaire de l'Union. Et un peu d'eau de plus au moulin de ceux qui veulent enterrer l'Europe.

Espèce envahissante : surveiller et punir

(lm) - La vie d'une ministre de l'Environnement est un roman. Après avoir sauvé le renard des chasseurs et multiplié les appels du pied au loup pour qu'il vienne s'installer au Luxembourg, la voici confrontée à l'invasion des ouettes d'Égypte (« *Alopochen aegyptiaca* », Nilgans en allemand). Dans une question parlementaire, le député Marcel Oberweis, sorte de « Monsieur Science » au sein du CSV, s'enquiert des risques pour la faune régionale, puisque cet immigré emplumé fait preuve d'un comportement territorial très agressif envers les autres oiseaux et menace ainsi la survie de nombreux poussins ». Dans sa réponse, la ministre Carole Dieschbourg se veut rassurante : il ne serait pas clairement démontré que cette « espèce invasive » nuirait aux oiseaux indigènes. Mais le gouvernement surveillerait de près les actions de l'intrus et préparerait un règlement qui lui ôterait la protection intégrale dont il bénéficie en tant qu'« oiseau vivant à l'état sauvage ». À vos flingues !

AKTUELL

GREENPEACE ENERGY REVOLUTION

En manque d'R

Raymond Klein

Sortir complètement des énergies fossiles d'ici 2050, c'est possible, estime un rapport. Mais celui-ci met l'accent sur l'innovation technologique que plutôt que sur l'action politique.

Abandonner complètement les énergies fossiles à l'échelle mondiale à l'horizon 2100, voilà un des objectifs décidés lors du récent Conseil des ministres de l'Environnement dont Carole Dieschbourg est particulièrement fière. Il semblerait que certains pays aient émis des réserves, notamment la Pologne, où les trois quarts de la consommation d'électricité et plus de la moitié de celle d'énergie primaire sont à base de charbon.

Comme objectif intermédiaire pour 2050, les ministres ont avancé une baisse de 50 pour cent à l'échelle mondiale et de 80 à 95 pour cent (par rapport à 1990) à l'échelle de l'Union européenne. Sur ce point, le Conseil européen suit les recommandations que le Groupe d'experts intergouvernemental (IPCC) a adressées aux pays développés.

Un tel objectif est-il réaliste ? Oui, dit un rapport que vient de publier Greenpeace International, et qui propose même de faire beaucoup mieux : sortie complète des énergies fossiles - et du nucléaire - à l'échelle mondiale dès 2050. La version 2015 de l'étude « Energy (R)evolution » - la cinquième depuis 2005 - s'attache à démontrer qu'il n'existe aucune barrière technique ou économique majeure qui nous empêcherait de passer à 100 pour cent d'énergies renouvelables d'ici à 2050 ».

En feuilletant la synthèse du rapport, disponible en français, on est impressionné par l'ampleur du travail fourni : potentiel de développement de l'électricité verte par groupe de pays, possibilités de révolutionner le secteur des transports, estimations des investissements nécessaires et des bénéfices attendus, conséquences bénéfiques en termes d'emplois.

Hélas, en y regardant de plus près, on constate des lacunes. La synthèse recommande la modernisation des transports publics, et exalte la voiture électrique et le moteur à hydrogène. Mais pas un mot sur la mobilité douce ou les politiques d'aménagement du territoire. Certes, dans le rapport intégral de 364 pages, deux alinéas évoquent le style de vie, la mobilité douce et les « compact cities ». Mais on reste sur l'impression que Greenpeace dis-

pose d'experts de qualité, cependant comme hypnotisés par les solutions techniques. Ce qui les conduit à privilégier un verdissement par le haut, à contre-courant de mouvements comme celui de la transition, qui misent sur les changements des modes de consommation et l'auto-organisation des citoyens.

Capitalisme vert

De même, le défi de la justice sociale dans le contexte d'une restructuration des modes de production n'est guère abordé. Quant au développement des pays du Sud, il apparaît comme un problème technique - résolvable - plutôt que comme un problème politique dépendant de rapports de forces.

Un message implicite se dégage du rapport : ce n'est pas la peine de mettre en question le système économique ! En effet, selon les calculs, on ne risque pas de pénurie d'énergie, et l'électricité verte finira même par revenir moins cher qu'aujourd'hui. Il en découle que les investissements sont rentables et qu'on peut laisser au marché des capitaux le soin de produire la « révolution » souhaitée. Cela gênera les gauchistes qui comptaient utiliser « le danger climatique » pour promouvoir la révolution socialiste et imposer la « planification écologique ». Pour tous les autres, savoir qu'on n'a pas à abolir le capitalisme avant de sauver le climat est une bonne nouvelle.

Mais il y a un hic. Si les experts de Greenpeace se trompent, si les mécanismes de marché ne suffisent pas, si le capitalisme laissé à lui-même échoue, alors on est foutus. Si l'on en croit Jørgen Randers (woxx 1241), on ne s'en rendra compte que vers 2052. Et il sera alors trop tard pour mettre en route l'évolution que recommande « l'aile gauche » du mouvement pour le climat : faire jouer aux acteurs publics un rôle central, limiter drastiquement le pouvoir des acteurs économiques, accompagner la restructuration de mesures sociales, s'attaquer aux inégalités Nord-Sud. Et surtout, miser sur la capacité des citoyens à réinventer ensemble des modes de consommation et de production plus durables.

www.greenpeace.org
www.greenpeace.org/international/en/
publications/Campaign-reports/Climate-
Reports/Energy-Revolution-2015/